LA FRANÇAISE

LA LETTRE

ÉDITION SPÉCIALE – 25 JANVIER 2015

"ÇA VA PÉTER ?"

De Xavier Lépine – Président du Directoire de La Française

Photo : T.PAVIOT

La grande crise de 2008 a fait brutalement prendre conscience que le monde était en train de changer de paradigme, terme devenu très à la mode, pour évoquer tout à la fois les changements de modèles économiques liés à la technologie, la globalisation, la consécration de la Chine comme premier acteur mondial, le recul des pays occidentaux.

Aujourd'hui, le terme à la mode dans le grand salon de Davos, c'est « disruption », le moment où l'innovation est d'une telle portée qu'elle casse un système établi et impose un autre standard ; Uber et les taxis, Airbnb dans l'hôtellerie en sont de bons exemples.

Mais la disruption s'applique aujourd'hui dans tous les domaines de la vie créant un niveau d'incertitude inégalé.

Depuis 1973, tous les 5 à 7 ans l'économie subit un choc majeur : crise du pétrole, 2e choc pétrolier en 1979, crise du surendettement des pays d'Amérique latine et d'Afrique (la décade perdue – 1982-92), la crise des saving and loans liés au Junk bonds en 1989, la crise obligataire de 1994, l'explosion de la bulle internet en 2000, septembre 2001, les sub-primes en 2007-2008, 2012 la crise l'euro. Chacune de ces crises avait pour cause et pour conséquence un surendettement excessif et donc le transfert du surendettement de l'un pour mieux endetter l'acteur suivant : du privé à l'Etat, du corporate à l'Etat, du privé aux banques puis aux Etats...

Et aujourd'hui nous arrivons au dernier rempart, les Banques Centrales tiennent un rôle de préteurs en dernier ressort et d'acteurs involontaires de la relance économique. Ça va péter ?

Parallèlement, l'épargne des ménages des pays occidentaux atteint 6 à 7 années de PIB et il y a bien eu transfert de la richesse publique (dont l'endettement atteint 1 à 2 années de PIB) vers le privé… sans compter la problématique de la répartition de la richesse entre individus (cf. Thomas Piketty) qui fait qu'au total l'Etat ne peut plus aider 85 % de la population et laisse à 10 à 15 % de la population l'essentiel de la richesse. Ça va péter ?

Dans des temps pas si anciens, la dette aurait été annulée et l'euthanasie du rentier aurait permis de recommencer. Aujourd'hui, étant donné l'importance des montants en jeu et l'interdépendance des marchés et des économies, cette voie est d'autant moins explorée que l'inflation ne se décrète pas dans des économies ouvertes.

À partir de ce moment, nous avons trois issues possibles :

Celle de Jean Tirole qui, dans notre univers de fonctionnement économique globalisé, anticipe des taux nominaux et réels durablement bas en occident et par voie de conséquence une stagnation séculaire.

Celle d'Alain Madelin qui nous annonce l'hyper-croissance grâce à l'économie de la connaissance. Le coût d'accès à la connaissance décroît marginalement, le coût de l'argent n'a jamais été aussi faible et nous rentrons dans l'ère des aménités de la vie, allongement, qualité de vie, robotisation…

Celle de Jacques Attali qui, il y a 5 ans nous annonçait « tous ruinés dans 10 ans ».

Ces annonces ne sont pas contradictoires, elles nous informent simplement que nous sommes en « disruption » généralisée et que notre avenir nous appartient mais est plus incertain que jamais.

La prise de conscience que les problématiques sont liées est de plus en plus forte, et si nous sommes proches de la quadrature du cercle, la solution est une question de volonté politique.

Certains risques sont à court terme, d'autres à moyen terme mais ce qui ne doit pas pour autant retarder leur traitement car ils nécessitent aussi du temps !

Ainsi, si nous reprenons la théorie Marxiste, le rendement marginal décroissant du capital, la substitution de l'Homme par le robot pose indubitablement la problématique de l'emploi et donc de la pérennité du modèle. Il y a encore peu l'obsolescence et la vétusté pouvaient être synonymes, aujourd'hui l'Iphone 6 créé une disruption sur l'Ipad mini tout comme l'Iphone avait condamné l'Ipod… Autrement dit l'accélération de la technologie crée une obsolescence rapide alors même que les objets ne sont pas vétustes. Cette problématique se retrouve dans l'immobilier, notamment tertiaire, mais également chez l'Homme de 45 ans qui s'il ne se forme pas en permanence devient obsolète et mis au rebus. Ça va péter !

Que dire de notre planète, dont on sait que l'empreinte carbone va tout simplement rendre très difficile la vie sur terre de nos enfants et petits enfants. EDF a su créer un fonds de réserve pour payer le démantèlement des centrales nucléaires mais, à part de grands discours, rien n'est réellement fait pour réduire de façon drastique l'empreinte carbone comme par exemple de profiter de la baisse du prix du pétrole pour instaurer une taxe carbone mondiale pour financer la transition énergétique. Encore plus curieux, les fonds de pension, qui sont les agents fiduciaires de nos retraites ne publient même pas l'empreinte carbone (et son évolution) des portefeuilles dans lesquels ils investissent, alors que si le carbone est un risque, le minimum est de le mesurer.

Par ailleurs, se tiendra à Paris à l'automne, la Conférence Paris Climat 2015 (appelée COP21) dans la suite du protocole de Kyoto. Cette conférence est une des dernières chances pour que les cassandres "ça-va-pétistes" aient tort.

Le Forum de Davos, dont la baseline est, rappelons-le, "committed to improving the state of the world" a clairement décrit l'interaction entre tous ces risques majeurs, leurs probabilités d'occurrences et leurs impacts :

- Economique : déflation pour certains pays, inflation non gérable pour d'autres, augmentation du chômage, effondrement d'une ou plusieurs institutions financières, crises fiscales, bulles sur le prix de certains actifs ;
- Ecologique : catastrophes naturelles ou d'origines humaines,
- Géopolitiques : chutes de gouvernements, conflits militaires entre Etats, utilisation d'armes de destruction massive, attaques terroristes,
- Sociétales : crise hydrique, crise alimentaire, profonde instabilité sociale, pandémie d'infections virales, le tout conduisant entre autre à des migrations involontaires à large échelle,
- Technologiques : pannes informatiques de grands systèmes, fraude ou vol de données, cyber-attaque.

Les solutions existent et sont liées. Quand la BCE décide un quantitative easing massif, d'une certaine manière, elle donne du temps aux Etats mais l'Europe doit se réformer en profondeur et adapter ses économies aux réalités d'aujourd'hui et cela de façon socialement juste. Jacques Attali nous a rappelé que les Etats-Unis ne se sont réellement créées qu'en 1790, après un diner mémorable entre Hamilton, Madison et Jefferson, soit 14 ans après l'indépendance. La raison est très simple : les troupes françaises étaient reparties, mobilisées par la révolution de 1789 et les américains étaient menacés par le retour des troupes anglaises. Les premières émissions du Trésor américain étaient ainsi pour acheter des armes et payer des soldats. C'est la menace et l'urgence qui forcent les solutions. Ne sommes nous pas dans la même situation que ce soit sur le plan de la sécurité comme de l'avenir de nos enfants ; qui sont nos Hamilton, Madison et Jefferson ?

Au XIXe siècle, seule l'analyse du rendement était faite, au XXe siècle nous avons développé une analyse rendement et risque. Au XXIe siècle nous aurons Risque, Rendement et Impact (responsabilité durable au sens social et écologique). La responsabilité sociale est "bottom up" alors que la responsabilité écologique est "top down" mais elles sont étroitement liées et se retrouvent dans la non pérennité de notre système actuel avec trois principales composantes : les gouvernements n'ont pas d'argent pour financer le vieillissement de la population, la majorité des acteurs ont signé les "Principles for Responsible Investments" (PRI), la nouvelle génération, dite du millénaire, cherche un modèle où le profit doit aussi avoir une finalité.

Normalement une lettre d'un Asset Manager se termine par une conclusion optimiste et une recommandation d'allocation d'actifs... Alors, que recommander aujourd'hui ?

Pour nos enfants :

- L'anglais est à l'évidence la langue universelle et devient indispensable au quotidien. Consacrer un budget très important à son apprentissage !
- A chaque naissance, donnons-leur de l'oxygène et compensons leur futur empreinte carbone en plantant 100 arbres (www.greenbeltmovment.org, www.sossahel.org, www.gcint.org), 1 arbre par année d'espérance de vie !

Pour notre épargne : des risques élevés de toutes natures et des taux d'intérêts nominaux très bas… certainement pas l'idéal pour avoir une approche de long terme, alors que c'est ce que nous devrions avoir pour l'intérêt commun. La main invisible d'Adam Smith est aujourd'hui bien ankylosée… Ne pas prendre de risques en achetant de l'OAT à 10 ans à 0,6 %… c'est prendre un gros risque. La réponse, outre la congruence plus que jamais nécessaire entre l'objectif recherché (le passif) et la structure de l'actif, réside dans une combinaison d'actifs financiers mark to market liquides avec une prépondérance géographique pour l'Asie, qui est la région qui bénéficie le plus de la chute du prix du pétrole, et les Etats-Unis ; les actions plutôt que les obligations, complétée par des stratégies de couvertures des risques par le biais de dérivés. Les actifs "mark to model", non liquides mais générateurs de flux certains (immobilier tertiaire diversifié sur l'Europe) viendront compléter naturellement le portefeuille, les primes d'illiquidités étant très attractives !

Autrement dit les institutionnels confrontés à un univers probablement durable de taux bas, des risques difficilement appréhendables et un environnement règlementaire répressif vont devoir trouver un nouvel équilibre entre les quatre éléments : le rendement, le risque, la liquidité, la réglementation (i.e. le niveau des fonds propres).

Les particuliers sont confrontés à la même problématique avec en plus une double pression : celle de se préparer à une baisse de leur retraite pour des raisons démographiques évidentes et la pression fiscale qui, si leurs placements sont rentables, vient ponctionner une part importante de "l'excess return"… Situation peut réjouissante de dissymétrie… Conseiller patrimonial est probablement un métier d'avenir !

Cependant les thèmes pertinents de placements sont bien présents : lorsque l'électricité a commencé à remplacer le gaz de l'éclairage en ville il y avait trois attitudes : ceux qui ne croyaient pas à la disruption (ça ne va pas marcher), ceux qui y croyaient à fond et ceux qui se disaient "dans un premier temps la position établie des producteurs de gaz pour l'éclairage de ville leurs permettront de mettre en difficulté les producteurs d'électricité qui ne sont pas encore rentables mais demain ils seront là". C'est ce que nous avons vécu de nouveau avec la bulle internet, et d'une certaine manière ce qui se passe avec le pétrole de schiste… la vertu est au milieu des extrêmes et la vieille économie continuera d'exister mais la nouvelle économie connaîtra des taux de croissance supérieurs. Qu'elles sont les entreprises les mieux placées ? les mastodontes qui ont les moyens financiers pour investir mais dont la lourdeur les empêchent de s'adapter (cf. Kodak) où les entreprises financièrement moins établies mais agiles ?

En tout état de cause, la décarbonisation est un thème car on sait que d'une manière ou d'une autre, les investissements auront lieu et seront rentables (voiture électrique, à hydrogène, smart grid, immobilier durable..), il en est de même pour tout ce qui touche autour de la santé, le rêve d'immortalité de l'Homme est plus prégnant que jamais, comme les investissements dans les biotechs, l'internet de l'objet, les services médicaux…

LA FRANÇAISE

Groupe La Française
173, bd Haussmann 75008 Paris - France
Tél. +33 (0)1 44 56 10 00 - Fax +33 (0)1 44 56 11 00
480 871 490 RCS PARIS - www.lafrancaise-group.com

XX2177 - Janvier 2015

Christian PIRE
7, avenue d'Albigny
74000 Annecy
c.pire@socioecopofi.com
Tél : 06 70 32 70 15
www.socioecopofi.com
www.agencedecotationihr.com
APR Finance
Confiance SAS

LA FRANCAISE
Monsieur Xavier Lépine
Président du Directoire
173, bd Haussmann
75008 Paris

Annecy, le 5 février 2015

Monsieur Lépine,

Si je partage « en accéléré » votre timing du « Ça va péter », notre devoir en tant que financier n'est-il pas d'agir en proposant des solutions opérationnelles en réponse à nos réflexions « intellectuelles », nos craintes et peurs bien réelles ?

Vos propos sur l'aspect répétitif des crises sont parfaitement justes.

Comment en serait-il autrement puisque c'est bien l'Etre humain qui crée volontairement les crises par intérêt ou en ne se remettant que trop rarement en cause....hormis dans un cadre préétabli où le consensuel de bon aloi n'est dans les faits qu'un synonyme du principe d'homéostasie.

N'est-ce pas à ce titre que nous, « financiers », sommes aux premières loges de la mise en place des déstabilisations SOCIOlogiques, ECOnomiques, POlitiques et FInancières ?

Et s'il appartenait aux acteurs financiers (SGP, CGPI, CGP, Courtiers etc...) d'apporter leur impulsion au changement de modèle économique (et plus largement sociétal) adapté à vos justes constats ?

En un mot mettre fin à l'ambiguïté provoquée par l'amalgame entre la valorisation comptable (mark -to-market), la valeur économique (mark-to-model) et le prix financier.

Prix financier qui, bien que n'ayant de cohérence et de crédibilité que pour le volume de transactions réalisé, reste la base de quasiment tous les raisonnements et commentaires ayant pour conséquence des décisions prises sur des chiffres sans réelle valeur, sans prix réalisable et une économie bâtie sur les sables mouvants du virtuel financier.

Et si les « bulles » boursières n'étaient dans les faits que des bulles de valorisations comptables ? Valorisations comptables qui, déconnectées de l'effet volume, ne peuvent que s'effondrer lorsque les volumes s'inversent et se voient « gonflés » par le mimétisme comportemental.

A quand la généralisation par les professionnels d'une double information boursière qui publie, à destination des investisseurs avertis, la Variation Spéculative du Jour (mark-to-market) **et,** à destination des épargnants et investisseurs non avertis, du cours en Variation Humainement Responsable (mark–to-model) qui seule respecte le principe juridique «d'égalité des porteurs de parts » ? Voir www.agencedecotationihr.com

A quand la mise en place d'une information opérationnelle en terme juridique qui assure la parfaite compréhension de l'investisseur non averti et lui donne la possibilité de choisir réellement la destination de ses fonds ?

Comme vous l'aurez compris ces « quand » (limités volontairement) sont primordiaux car ils détermineront la fin ou non des cycles de crises à répétition ainsi que notre capacité à mettre en place l'environnement qui fera que vous pourrez écrire demain « Ça n'a pas pété » et peut-être même que « Ça ne pètera plus ».

En fait de « disruption », qui comme vous l'écrivez est « le moment où l'innovation est d'une telle portée qu'elle casse un système établi et impose un autre standard.. » n'entrons-nous pas dans la « disruption » des comportements humains passés qui ont créé le cycle des crises et guerres répétitives ?

Parmi ces comportements, ne serait-il pas de notre devoir de passer de la disruption issue de la généralisation du concept comptable mark-to-market comme seul outil de valorisation en dehors de toute logique, à la « disruption » positive de l'utilisation en conformité avec votre écrit des autres choix comptables et notamment du mark-to-model.

Passer de la comptabilité financière à la finance comptabilisée en terme « Humainement Responsable », n'est-ce pas un des enjeux de notre mission d'acteur financier ?

En fait de « disruption » ne sommes-nous pas simplement devant le choix du passage vers l'Avenir en défaveur des futurs faits de « Ça va péter » répétitifs ?

Pourquoi sommes-nous des acteurs qui peuvent générer l'impulsion du changement ?

Tout simplement, parce que nous informons et collectons les fonds des épargnants et investisseurs.

Nous pouvons adjoindre à l'information juridique administrative (IJA), une information plus juste sur la réalité des choix d'investissements, sur leurs répercussions SOCIOECOPOFI* et sur la réalité des performances de ces derniers. Cette information s'appelle l'Information Humainement Responsable.

Cette information, en dehors d'être une information juridiquement opérationnelle (IJO), en portant la compréhension des clients sur la nature réelle des investissements et des performances, permettra de transformer les nouvelles dynamiques en énergies positives créatrices et régénératrices.

Nous pouvons dire NON à certaines utilisations plus que nuisibles de certaines possibilités d'investissements. Nous pouvons aussi donner la Juste information au client pour que ce dernier puisse investir en toute connaissance en faveur de cause dans l'Avenir Humanity Invest plutôt que dans le « Ça va péter » financier cyclique.

En temps qu'acteur financier, que choisissons-nous en toute conscience ? La disruption positive ou la disruption négative ?

Permettez-moi de terminer en vous signalant que si votre énumération des trois issues possibles (Celles de Jean Tirole, Alain Madelin et de Jacques Attali) est des plus intéressantes en terme intellectuel, en terme opérationnel, j'opte pour la mise en place de Fonds de Stabilisations Boursiers nationaux (voir en annexe).

Par la présente, je vous prie d'accepter, Monsieur Lépine, mes salutations distinguées.

Christian Pire

* SOCIOECOPOFI : SOCIOlogique, ECOnomique, POlitique et FInance
Pour information : Sur le site de l'ordre des Experts Comptables et également présent sur le site de "www.lacademie.info" qui regroupe des instances telles l'**AMF**, la CIP, la CNCEF, la **Cour d'appel de Paris**, **l'ordre des avocats** etc...
http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CCEQFjAA&url=http%3A%2F%2Flacademie.info%2Fcontent%2Fdownload%2F9055%2F143498%2Fversion%2F1%2Ffile%2F15.%2BPEBEREAU_art148.pdf&ei=9f28VM-IF8G6Ur-Tg6gM&usg=AFQjCNEi5Mce7pjSZSureKoKyIdMGfZLzA&sig2=tJ9IxQPdL93LSpWKfUqYbw&bvm=bv.83829542,d.d24

ANNEXE

Paru dans l'Agefi Suisse et dans Economie matin de ce jour

Comment résoudre la crise grecque par les effets boursiers ?

Gilles Langlade Les Experts 05-02-2015

Sous prétexte de se désolidariser de ses créanciers, Syriza s'est privé de 7 milliards d'euros d'aides.

Et si la solution aux crises financières répétitives et à l'endettement de certains Etats était le retour à la "juste finance" ?

La situation actuelle de la Grèce me donne l'opportunité de travailler sur un cas concret. Pour le reste, avis aux représentants politiques et diplomatiques...

Pour rappel, les cours boursiers servant dans l'estimation financière de vos avoirs et de ceux de l'Etat, sont issus de la règle comptable appelée Mark to market (valeur de marché). C'est ainsi que les cours des quelques titres échangés à la fermeture des bourses deviennent les référents comptables et financiers de l'information quotidienne et de l'estimation financière de vos avoirs. Est-ce parce que quelques joueurs (spéculateurs) ont gagné à la fermeture du Casino que l'on dit à tous les joueurs qu'ils ont gagné la même chose...ou perdu en cas de perte ? Comment peut-on continuer de prendre comme seule référence comptable et financière le gain ou la perte réalisés à la fermeture des marchés par les quelques spéculateurs du jour à la fermeture ?

Un exemple des dégâts grecs

Exemple des "dégâts" pour la Grèce avec Alpha Bank qui est présentée le 28 janvier en baisse de 26,76 % en variation spéculative du jour (valorisation comptable mark to market), baisse qui devient en VHR ou variation humainement responsable (valorisation comptable mark to model) une baisse de 0,21 %. La VHR n'extrapole pas la hausse ou la baisse boursière réalisée par un petit nombre de porteurs de parts à tous les actionnaires, mais divise, en parfait respect du principe juridique d'égalité des porteurs de parts et de la possibilité comptable mark-to-model, le gain ou la perte du jour sur l'ensemble des actionnaires. ?

Détail du calcul : 100 030 449 titres ont été échangés (à différents cours) sur un flottant (nombre total de titres pouvant être échangés) de 12 769 059 858 titres soit un volume de 0.78 % du flottant (100 030 449/(12 769 059 858/100)). -26,76 %*0,78 % = -0.21 %. ?De -0.21 % à -26.76 % = 126 en effet de levier comptable de destruction. Cherchez l'erreur ! Cherchez la désinformation "paniquante" ! ?Et le lendemain 29 janvier Alpha Bank reprenait 19,93 % en Variation Spéculative du Jour avec un échange de 74 837 842 titres soit 0,59 % du flottant ce qui donne, si l'on applique le principe juridique d'égalité des porteurs de parts, une hausse en Variation Humainement Responsable de 19,93*0,59 %= +0,12 %. De 0.12 % à 19,93 % = 165 en effet de levier comptable de création. Cherchez l'erreur ! Cherchez la désinformation "euphorisante" !

L'application outrancière du "mark to market"

Comme vous l'aurez compris les crises boursières ont comme genèse l'application sans réserve aucune, du concept comptable mark-to-market. Où quand la conceptualisation comptable prend le dessus sur la réalité de l'évidence directe. Cette malheureuse réalité écrite, il nous reste à la transformer en une heureuse réalité selon le principe "Soigner le mal par le mal." Comment ? Tout simplement en ne mettant plus le concept comptable du mark to market au seul service de la spéculation et de la volatilité boursière comptable, mais bien en utilisant son énorme potentiel d'opportunité et de stabilisation des Etats avec le Fonds de Stabilisation Boursier.

La stabilisation du Fonds de Stabilisation Boursier

Le principe du Fonds de Stabilisation Boursier est des plus simples. Les crises étant avant tout comptables, utilisons le potentiel du concept comptable du mark to market dans ses aspects non plus "déstabilisateurs" mais "stabilisateurs" pour ensuite mettre en place à échéance, par exemple 2020, La "juste comptabilité" favorisant la "juste finance". L'objectif du Fonds de Stabilisation Boursier (FSB) est : laissons logiquement la journée aux spéculateurs (qui sont primordiaux dans notre environnement) pour qu'ils s'échangent leurs quantités de titres au cours de leur spéculation ; et, pour le bien des épargnants, investisseurs et de l'Etat, utilisons la règle comptable du mark-to-model en appliquant le principe juridique de "l'égalité des porteurs de parts".

Ce principe juridique consisterait au titre de l'information à diviser le gain ou la perte du jour des spéculateurs et ainsi gommer les distorsions (volatilités) comptables actuelles générées par la simple application du "tous riches" ou "tous pauvres" en fonction du sens de la spéculation de la fermeture des marchés. Quel meilleur exemple que les chiffres repris ci-dessus. Seule la règle comptable mark-to-market crée l'amplitude (amplitude totalement fictive en terme financier) des variations boursières sur laquelle "surfent" les excès des produits financiers qui détournent les capitaux de l'économie réelle vers l'économie (la finance) virtuelle et déstabilisent en terme sociologique, économique, politique, financière (SOCIOECOPOFI) le monde actuel.

Réguler la circulation des titres sur les marchés

La gestion du Fonds de Stabilisation Boursier (FSB) est : Se porter acquéreur de quelques titres à la fermeture des marchés suffirait à soutenir les cours pendant les excès de faiblesse et, à contrario, se positionner comme vendeur de quelques titres pendant les périodes trop fortement haussières. Est-ce une utopie ? Non, "l'animation" (achat/vente organisée et préméditée) de titres est déjà de mise en pratique. Est-ce légal ? Oui, les "gros" volumes s'échangent déjà de gré à gré à un cours différent du marché.

Seul le retour d'un horizon haussier des marchés et une volatilité "raisonnable", voire "raisonnée", pourront être les déclencheurs sociologiques de la confiance retrouvée et de la reprise économique via la consommation. Quoi de plus efficace en remplacement des peurs et des euphories comptables destructrices, qu'une "juste" hausse financière boursière régulière créatrice de confiance et de sérénité pour redonner confiance ?

Vers le retour à l'équilibre des Etats

L'Etat, caisses de pension et autres auront ainsi une réponse opérationnelle à leur situation. Comment ? L'Etat maîtrisant, pour le bien de tous, la volatilité et la valorisation comptable boursière de fin de journée (rendement de 10 % dont 7,5 % l'an pour l'épargnant), pourra réaliser des opérations à effet de levier pour son compte propre et ainsi accélérer rapidement son retour à "l'équilibre". Cerise sur la gâteau, la configuration spécifique du fonds "FSB Objectif 2020" permet à l'État de donner une garantie sur le capital au terme de l'horizon de placement. Attention, il est évident que cette technique, si elle est une solution à la crise, ne peut perdurer une fois la situation SOCIOECOPOFI (SOCIOlogique, ECOnomique, POlitique, FInance) stabilisée, et qu'une double information boursière, l'une à destination des spéculateurs (Variation Spéculative du Jour actuelle) et l'autre à destination des investisseurs et épargnants (Variation Humainement Responsable) respectant le principe juridique d'égalité des porteurs de parts en pondérant la hausse ou la baisse de la spéculation par la faiblesse des volumes échangés, sera mise en place. Pour rappel, 10 %/an sur 251 jours de Bourse = 0,04 % par jour. A votre avis, est-ce si difficile à obtenir ?

La Grèce doit mettre en oeuvre l'ensemble des potentiels boursiers

Je propose aux autorités grecques d'être les premières, tout en respectant les spéculateurs, de mettre réellement au service des Peuples et des Etats l'ensemble des potentiels boursiers. C'est à ce titre que je suggère que les autorités grecques imposent de doubler l'information de la volatilité comptable de la spéculation du jour par la stabilité financière de l'Information Humainement Responsable (IHR). IHR qui, dans le parfait respect du principe juridique d'égalité des porteurs de parts, en divisant le gain ou la perte de la spéculation du jour sur l'ensemble des actionnaires détruit la volatilité qui sert de support à toutes les dérives actuelles qui aboutissent à

des krachs réguliers dont l'ampleur de plus en plus importante déstabilise les Etats. Passer de la Bourse qui impose tôt ou tard l'austérité aux Peuples et "détruit" les Etats, à la Bourse qui construit sur la confiance et la sincérité. L'histoire démontre que l'Avenir et la pérennité des marchés financiers ne pourront être bâtis que sur des valeurs Humanity Invest. En cet instant, qui mieux que la Grèce peut porter ses valeurs ? Dom Helder Camara : "Quand on rêve seul, ce n'est encore qu'un rêve ; quant on rêve à plusieurs, c'est déjà la réalité. L'utopie partagée est le ressort de l'histoire". Que choisissons-nous ? L'utopie partagée ou le marasme imposé ? Avis aux Etats, avis aux politiques !